



**PROGRAMME D'APPUI AUX INITIATIVES
DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE DE LA TSHOPO
PAIDECO TSHOPO**

RDC0709911

RAPPORT ANNUEL 2009

Table des matières

1	Fiche projet	4
2	situation ACTUELLE	5
3	Bilan de la planification des activités	7
	<i>3.1. Aperçu des activités</i>	7
	<i>Information et sensibilisation des autorités politiques et administratives</i>	8
	3.1.1 Les activités de renforcement des capacités des partenaires	11
	3.1.2 La Préparation de la troisième SMCL du projet PAIDECO TSHOPO	14
4	Le Fonctionnement	15
	<i>4.1. Les ressources humaines</i>	15
	<i>4.2. Localisation et équipements du bureau du projet</i>	16
	<i>4.3 Analyse de la planification des activités</i>	17
	<i>4.4. Bilan des finances</i>	19
	4.1.1 Aperçu des dépenses par rapport au planning financier	19
	4.1.2 Analyse du planning financier	19
5	Suivi des indicateurs	20
	<i>5.1 Objectif spécifique</i>	20
	<i>5.2 Résultats</i>	20
	<i>5.3 Évolution des indicateurs</i>	21
6	Appréciation des critères de suivi	23
	<i>6.1 Efficience</i>	23
	<i>6.2 Efficacité</i>	24
	<i>6.3 Durabilité</i>	24
7	Mesures et recommandations	25
	<i>7.1 Synthèse des critères d'appréciation</i>	25
	<i>7.2 Recommandations</i>	26
8	NouveAU planNING (année n1+1)	28
	<i>8.1 Planning des activités de l'année N1+1</i>	28
	<i>8.2 Planning financier de l'année N1+1</i>	28
9	Conclusions	28
	<i>9.1 Activités et Finances</i>	28
	<i>9.2 Critères de suivi</i>	28
	9.2.1 Efficience	28
	9.2.2 Efficacité	29

9.2.3 Durabilité	29
9.3 Avis de la SMCL sur les recommandations	29
9.3.1 Recommandations relatives au planning des activités	29
9.3.2 Recommandations relatives au planning financier	29
9.3.3 Recommandations relatives au Cadre logique	29
9.3.4 Autres recommandations	29

1 FICHE PROJET

Programme d'Appui aux Initiatives de Développement Communautaires de la Tshopo –
PAIDECO TSHOPO

Tableau 1: Fiche d'identité du projet

Nom Abrégé du projet	PAIDECO TSHOPO
Code Navision	RDC 0709911
Date de signature de la Convention spécifique	20 décembre 2007
Date de la CMO	20 décembre 2007
Date de démarrage (mobilisation AT)	15 septembre 2008
Date de fin prévue actuellement	19 décembre 2012
Date de fin (selon convention spécifique)	15 septembre 2012
Ministère de tutelle	Ministère de l'Intérieur, décentralisation, Sécurité et Justice/PO
Source de financement	Direction Générale de la Coopération au Développement Belge
Secteur d'intervention	Consolidation de la société – 15040
Objectif global	Contribuer à la reconstruction institutionnelle (réhabilitation des infrastructures administratives de base, formation des entités territoriales concernées) et socioéconomique (appui aux organisations de la société civile locale, appui à la filière agricole) du district de la Tshopo
Objectif spécifique	Dans le respect des principes de bonne gouvernance préconisés par le programme du Gouvernement engager une dynamique de développement à l'échelle des territoires de la Tshopo
Résultats	<ol style="list-style-type: none"> 1. Le renforcement des capacités institutionnelles des entités administratives publiques et des organisations de la société civile, tant au niveau provincial que local en vue d'améliorer la bonne gouvernance, de préparer et mettre en œuvre la décentralisation. 2. La réhabilitation et ou la construction d'infrastructures administratives, sociales et culturelles dans les territoires de la Tshopo et la ville de Kisangani. 3. Appui au développement économique local de la future province de la Tshopo, à travers l'appui aux filières agricoles de production, de transformation et de commercialisation. 4. La gestion des connaissances générées par le projet et nécessaires pour la bonne marche de celui-ci.
Bénéficiaires directs	<ul style="list-style-type: none"> - La société civile - Les comités locaux de développement - Les ETD rurales et municipales - L'administration de 7 territoires de la Tshopo - Les Ministères de l'intérieur, TPI, Plan et Agriculture
Bénéficiaires indirects	Population du district de la Tshopo (Province Orientale)
Décaissements au 31/12/09	197.438 Euros / 279 500 Euros planifiés
Taux de réalisation	71% par rapport aux prévisions de 2009

2 SITUATION ACTUELLE

L'année 2009 a été consacrée pour sa plus grande partie à la finalisation du recrutement, à la formation du personnel du projet, et au démarrage des activités dans la ville de Kisangani et les sept Territoires de la Tshopo à savoir les territoires de : Bafwasende, Banalia, Opala, Ubundu, Isangi, Basoko et Yahuma. C'est surtout au cours du deuxième semestre, avec l'arrivée du nouvel Assistant technique international, chef du projet que des activités ont été lancées dans les Territoires.

Les activités menées ont concerné essentiellement : i) la mise en place d'équipes de travail à partir des groupes thématiques du CEPOD ; ii) la réalisation des études monographiques, socioéconomiques, l'analyse institutionnelle au niveau des partenaires institutionnels (MINAGRI, MININTER, MINPLAN, MINTPI et MINCOM), les diagnostics participatifs dans les 6 Communes de Kisangani, le Secteur de Lubuya Bera et les 7 Territoires de la Tshopo, l'identification des filières agricoles porteuses ; iii) la finalisation du plan de développement urbain/PDU ; iv) l'analyse des filières agricoles identifiées ; v) l'attribution des marchés publics et le lancement des travaux de réhabilitation des infrastructures administratives, sociales et culturelles dans la ville de Kisangani et les 7 Territoires de la Tshopo ; et vii) l'enquête Audimat pour identifier les besoins en communication pour mobiliser les partenaires autour des activités, et informer ou sensibiliser la population sur les objectifs du projet.

Les études menées ont permis : i) le lancement de l'élaboration des plans de développement communaux et locaux ; ii) l'élaboration d'un plan d'investissement pour 2010, et iii) l'élaboration d'un plan de renforcement des capacités institutionnelles au niveau provincial et local.

Pour atteindre le Résultat-1, les actions menées visent à améliorer la bonne gouvernance, préparer et mettre en œuvre la décentralisation. La réhabilitation et/ou la construction d'infrastructures administratives, sociales et culturelles dans les 7 Territoires de la Tshopo et la ville de Kisangani visent à atteindre le Résultat-2. L'appui au développement économique local de la future province de la Tshopo, intervient à travers l'appui aux filières agricoles au niveau de la production, la transformation et la commercialisation pour atteindre le Résultat-3. Les actions de communication cadrent enfin avec le Résultat-4.

Concernant le Résultat-1, l'identification des actions urgentes dans le cadre du renforcement des capacités institutionnelles a permis, à travers une approche participative de définir les infrastructures administratives, sociales et culturelles à réhabiliter et/ou à construire en attendant la finalisation du Plan de Développement Urbain/PDU, les plans de Développement Communaux/PDC et les Plans de Développement Locaux/PDL qui servent de base à l'élaboration du plan d'investissement pour 2010, 2011 et 2012.

L'approche utilisée dans toutes les démarches initiée est restée fidèle à l'esprit du programme PAIDECO : une approche participative et institutionnelle consistant à ramener les pouvoirs publics dans leur rôle de planificateur et régulateur du développement local. Chacune des interventions s'est faite en appui et en collaboration avec l'institution ou l'autorité publique dont relève statutairement l'activité. Toutes les activités du projet sont validées et/ou approuvées par les Ministres de l'Intérieur, de l'Agriculture, du Plan, des travaux Publics, de la Communication et de la Santé (pour les thèmes transversaux relatifs au genre). Le travail avec les Ministères partenaires s'est donc fait avec l'appui des équipes de travail désignées par les Ministères sur demande de l'unité de gestion du projet/UGP. Les cadres suivants par

Ministères partenaires vont donc travailler en collaboration avec l'UGP pour mener les activités dans les 7 Territoires de la Tshopo :

Tableau 1 : équipes techniques d'appui aux activités du projet

Ministère	Cadres désignés	Fonction dans le Ministère	Responsabilités assignées dans la mise en œuvre des activités du projet
MININTER	1. Jacques TASILE BHADRIYO TATI	Conseiller Principal/volet Décentralisation	Appui aux activités de renforcement des capacités institutionnelles
	2. Floribert UMURAMBE AGENONGA	Conseiller Juridique/ volet Bonne Gouvernance	Appui aux activités de renforcement des capacités institutionnelles
	3. Léonard ISAOTUA MOLIMO	Point Focal/Division Provinciale de l'Intérieur	Appui aux activités de renforcement des capacités institutionnelles
MINAGRI	1. Florentin Richard AZELITO	Développement rural	Appui à la promotion des filères agricoles
	2. Marcel CHEBELE FOLO	Agriculture	Appui à la promotion des filères agricoles
	3. Micheline MAYINGIDI	Coordonatrice Provinciale CARG	Appui à la promotion des filères agricoles et aux CARG
MINTPI	1. Ir. MUSAFIRI	NA	Appui à la réhabilitation des infrastructures
	2. Ir. ALOWA	NA	Appui à la réhabilitation des infrastructures
	3. Ir. ZEMA	NA	Appui à la réhabilitation des infrastructures
	4. Ir BOLUKAOTO	NA	Appui à la réhabilitation des infrastructures
Division Provinciale des TPI			
	5. Vincent BILOMBA DISASHI	Chef de Bureau Réhabilitation/Division Provinciale des ITP	Appui à l'élaboration des PDC et PDL/cartographie
	6. Ir. Marco BAYONGA BASANGO	Bureau Réhabilitation/Division Provinciale des ITP	Appui à l'élaboration des PDC et PDL/cartographie
	7. Ir. LONEMA LIRIPA	Réhabilitation/Division Provinciale des ITP/MINPLAN	Appui à l'élaboration des PDC et PDL/cartographie
	8. Alphonse LIKOKA KAPELA	Chef de Bureau TPI/Commune de Kabondo	Appui à l'élaboration des PDC et PDL/cartographie
MINPLAN	1. Bénézet KASEREKA	Conseiller chargé du Plan	Appui à l'élaboration des PDC et PDL
	2. Norbert MOSUNGA	Chef de Division Provinciale du Plan	Appui à l'élaboration des PDC et PDL
	3. Réginald GBOGBO	Chef de Bureau à la Division Provinciale du Plan	Appui à l'élaboration des PDC et PDL
MINCOM	1. Michel BILO BUNDRO	Chef de Cabinet du MINCOM	Appui à la mise en œuvre des stratégies de communication
	2. Lydie MAKURU	Division Provinciale de la Communication et des	Appui à la mise en œuvre des stratégies de

		Medias	communication
	3. Magloire KIIZA KAHWA	Division Provinciale de la Communication et des Medias	Appui à la mise en œuvre des stratégies de communication

3 BILAN DE LA PLANIFICATION DES ACTIVITES

3.1. Aperçu des activités

Tableau 2 : Aperçu des activités

Résultats	Planifiée	Exécutée	Budget prévu (EUR)	Budget exécuté (Euro)	Remarques
R.1. <i>Le renforcement des capacités institutionnelles</i>	R.1.1. Analyse institutionnelle : MININTER, MINAGRI, MINPLAN, MNTPI, MINCOM	Activité achevée			
	R.1.2. Diagnostics participatifs : i) dans les Communes de Kisangani (Makiso, Lubunga, Kabondo, Tshopo, Mungombo, Kisangani, Lubuya Bera) ; et les sept Territoires de la Tshopo (Bafwasende, Banalia, Ysangi, Opala, Basoko et Yahuma)	Activité achevée	125.000	68.067,25	Total R.1.1 et R1.2 en 2009
R.2. <i>La réhabilitation et ou la construction d'infrastructures</i>	R.2.1. Attribution des marchés publics : MININTER, MINPLAN	Activité achevée			
	R.2.2. Attribution des marchés publics dans les Territoires et les Communes de Kisangani : i) EP Bafwasende; ii) EP de Bangala à Isangi ; iii) CS Ngene-Ngene ; iv) Commune de la Tshopo ; v) Commune de Kabondo ; vi) Marché et stade à Ubundu ; vii) Pont à Banalia ;	Activité achevée	87.000	91.160,68	Total R2.1 et R2.2 en 2009
R.3. <i>Appui au développement économique local</i>	R.3.1. Identification des filières agricoles porteuses : i) Kisangani, les 6 Communes et le secteur de Lubuya Bera, et ii) les 7 Territoires de la Tshopo (Bafwasende, Banalia, Opala, Ubundu, Isangi, Basoko et Yahuma)	Activité achevée			
	R.3.2. Plan d'action pour appuyer les acteurs de la filière riz : i) les rizières à Kisangani, Bafwasende, Banalia, Opala et Ubundu ; ii) les Mupungistes à Kisangani ; iii) les femmes commerçantes de riz à Kisangani ; iv) les producteurs dans les 7 Territoires de la Tshopo ; v) les IMF à Kisangani.	Activité achevée	42.000	14.925,75	Total R.3.1 et R3. En 2009

R.4. La gestion des connaissances	R.4.1. Programme de communication/ information organisés autour des activités R1, R2, R3 : i) publication d'une revue mensuelle sur les activités du projet ; ii) publication de feuillets de vulgarisation sur les stratégies de travail avec les partenaires ; iii) information/ sensibilisation sur les activités du projet à la télévision, la radio et les journaux écrits ; iv) enquête Audimat sur les besoins en communication des partenaires institutionnels.	Activité achevée	25.500	21.871,76	Total R.4.1 en 2009
--	---	------------------	--------	-----------	---------------------

* 1 Euro = 1,48 USD

Les activités du projet ont démarré très timidement compte tenu des difficultés inhérentes à l'environnement : i) difficulté de trouver et de recruter rapidement les experts requis pour la mise en œuvre du projet. Cette expertise est rare et hautement sollicité par toutes organisation internationales en RDC ; ii) difficulté d'accès aux 7 Territoires de la Tshopo ; et iii) capacité logistique limitée aux véhicules et motos, et pas en mesure répondre au besoin de transport fluvial ; iv) la mise en place d'équipes de travail au niveau des partenaires, l'approbation de Conventions de Collaboration ; et v) l'élaboration et la maîtrise des outils méthodologiques harmonisés à travers les PAIDECO.

Information et sensibilisation des autorités politiques et administratives

Plusieurs réunions de présentation du projet PAIDECO TSHOPO ont été organisées avec les différents ministères partenaires, les administrations et les populations au niveau des Territoires de la Tshopo. Ces rencontres ont visé deux objectifs: i) mieux faire connaître le projet ; et ii) identifier les actions à initier immédiatement (action urgentes) en attendant la finalisation des PDL, PDC et PDU. Ainsi, outre la présentation du projet, les discussions ont varié en thématiques selon les objectifs stratégiques et résultats du projet et les programmes thématiques des ministères partenaires avec lesquels ces objectifs étaient opérationnalisés. Ainsi :

- Ministère Provincial de Intérieur, décentralisation, Sécurité, et Justice :
 - Présentation du projet (fondement, forme, contenu, approche, opportunités)
 - Modalités de partenariat : Protocole d'accord et contrat d'activités entre la CTB-PAIDECO TSHOPO et le MIDSJ
 - Le diagnostic institutionnel et organisationnel comme porte d'entrée du projet dans le MIDSJ,
 - La présentation du programme au ministre entrant, après remaniement du gouvernement provincial
 - Validation du plan de renforcement des capacités.

Les objectifs et plans d'action au niveau du MININTER visaient à renforcer la capacité de ce Ministère à concevoir, à planifier et mettre en œuvre des actions de renforcement des capacités des administrations locales au niveau territorial, en vue de la mise des futures ETD. L'une des difficultés à ce niveau restera l'implication du MININTER dans la sécurité et la Justice des secteurs aussi exigeants que l'administration du Territoire.

➤ Ministère Provincial du plan, Budget, Industrie, Petites et moyennes entreprises où les discussions ont tourné autour de :

- La présentation du DSCRP Provincial et du PDP,
- La revue du système de passation de marché public,
- La présence du personnel technique capable d'aider les ETD à élaborer leur plan de développement local,
- Plan de renforcement des capacités de ce ministère.

Le renforcement des capacités au niveau du MINPLAN vise à rendre cette institution capable de consolider, synthétiser les informations de différentes sources, le Ministères sectoriels afin de documenter la vision et les orientations provinciales du développement local. La difficulté à ce niveau réside au niveau de coordination institutionnelle MINPLAN/Division Provinciale du PLAN (DPP), avec des rôles qui se chevauchent, et l'autonomie de la DPP par rapport aux MINPLAN. Ceci aboutit à des divergences au niveau de compréhension des rôles, la vision, le langage, les stratégies et les résultats.

➤ Ministère Provincial de l'Agriculture, Environnement et Développement Rural:

- L'analyse de la politique agricole de la province,
- La nécessité de mettre sur pied le plan de renforcement de capacité de ce ministère d'autant que les ETD manquent de personnel compétent pour encadrer les populations rurales dans le secteur agricole.

Le MINAGRI joue un rôle capital dans le développement économique local à travers la dimension du développement communautaire. Dans ce contexte, le renforcement des capacités touche comme pour tous les autres Ministères, le renforcement institutionnel, la restructuration du monde rural à travers l'appui aux associations locales, la promotion des filières agricoles (production, transformation et commercialisation), et l'appui aux institutions de micro-finance. Les difficultés à ce niveau résident au niveau de l'enclavement des zones rurales, le manque de vision, de programme, et d'objectifs reflétant les attentes du monde rural.

➤ Ministère des Travaux Publics et Infrastructures :

- Systématisation des priorités du ministère,
- Diagnostic institutionnel et organisationnel

- Nécessité de renforcer les capacités du personnel pour appuyer le projet PAIDECO TSHOPO dans les activités de construction et de réhabilitation des infrastructures.

La réhabilitation et la construction des infrastructures administratives, sociales et culturelles touchent tous les quatre résultats du projet PAIDECO Tshopo. Il de ce fait logique d'avoir un partenariat avec le MINTPI, pour la validation des plans et travaux, et la réception en vue de la remise/reprise aux bénéficiaires. Le staff est vieux, les moyens logistiques sont soit très limités ou totalement inexistant pour faire le sorties sur le terrain, le suivi associé à la maîtrise des ouvrages ciblés. Le projet appuie donc ce Ministère en vue de renforcer ses capacités dans les règles de la maîtrise des ouvrages, et une meilleure coordination avec les services dans les Territoires.

➤ Ministère Provincial de la Communication (Culture et Arts, Sports et Loisirs) :

- Analyse institutionnelle et organisationnelle du ministère ;
- Plan de renforcement des capacités pour répondre aux besoins en communication des futures ETD ;
- Plan de réhabilitation et/ou de construction des infrastructures culturelles dans la ville de Kisangani et les sept Territoires de la Tshopo

Les interventions en communication visent à développer la capacité des institutions à promouvoir e dialogue social, la participation, l'intérêt et le partage des connaissances. Les médias locaux présentent énormément d'insuffisances en termes de logistique, outils, motivation, stratégies et interventions orientées vers le développement. L'accent jusque-là est limité à la sensibilisation et mobilisation politiques. Le programme de renforcement des capacités institutionnelles vise à palier certaines de ces insuffisances.

Outre les ministères provinciaux, les réunions de travail ont été organisées avec la mairie sur les enjeux suivants :

- La finalisation du plan de développement urbain de la ville de Kisangani élaboré sous l'appui du PNUD/UN-HABITAT,
- Le plan de renforcement des capacités de la Ville,
- La mise en place d'une plateforme de participation citoyenne à la gestion urbaine, à travers l'élaboration des PDC,
- L'appui à apporter à la Ville dans le cadre de sa mission d'organisation des élections municipales et la mise en œuvre de la décentralisation, à travers l'analyse institutionnelle et organisationnelle de la Ville, et un plan d'appui à la bonne gouvernance.

Les activités énumérées ci-dessus ont permis d'organiser et de mettre en œuvre les plans de renforcement des capacités des partenaires avec un accent particulier sur les mesures d'accompagnement : i) études de base (monographies de la Tshopo, analyses institutionnelles, étude socioéconomique, enquête Audimat) ; ii) diagnostics participatifs dans les six

Communes de la Ville et le Secteur de Lubuya Bera, et dans les sept Territoires de la Tshopo ; iii) Identification des filières agricoles porteuses dans les six Communes de Kisangani et le Secteur de Lubuya Bera, et les sept Territoires de la Tshopo ; iv) Elaboration des plans de développement communaux et locaux avec certaines orientations du PDU ; v) mise en œuvre des plans développement des capacités de l'administration au niveau provincial et territorial/local pour qu'elles soient en mesure d'appuyer la mise en place des futures ETD.

3.1.1 Les activités de renforcement des capacités des partenaires

Au cours des mois de janvier à décembre 2009, des activités ont été menées dans le cadre des Résultat-1, Résultat-2, Résultat-3 et Résultat-4 du projet portant sur : i) le Renforcement des capacités institutionnelles et organisationnelles des partenaires et bénéficiaires (le MININTER, le MINAGRI, le MINPLAN, le MINTPI, le MINCOM, les sept Territoire de la Tshopo, les six Communes de la Ville de Kisangani et le Secteur de Lubuya Bera ; ii) les diagnostics participatifs, la finalisation du PDU et l'élaboration des PDC dans les sept Territoires de la Tshopo, les six Communes de Kisangani et le Secteur de Lubuya Bera ; iii) la réhabilitation et/ou la construction des infrastructures administratives, sociales et culturelles dans les sept territoires de la Tshopo, les six Communes de Kisangani et le Secteur de Lubuya Bera ; iv) l'identification et l'analyse des filières agricoles porteuses dans les sept Territoires de le Tshopo, les six Communes de Kisangani et le Secteur de Lubuya Bera ; et v) le renforcement de la communication institutionnelles dans le projet.

Résultat-1 : Renforcement des capacités institutionnelles

Activités	Niveau d'exécution	A Réaliser jusqu'en décembre	Observations
Analyse institutionnelle	Dépôt du rapport préliminaire prévu le 22 septembre 2009	Etude achevée	Rapport final en cours de reliure pour diffusion
Etude monographique	Démarrage le 18 septembre 2009	Descente dans les territoires pour collectes des informations, analyse et soumission du rapport final	Rapport en cours de finalisation
Diagnostiques participatifs	Achevés dans les 6 Communes de Kisangani et les 7 Territoires de la Tshopo	Rapport des diagnostics	Axes de développement disponibles pour élaboration de PDC et PDL dans les Territoires
PDU à Kisangani	Dépôt à la Mairie prévu au cours de la semaine du 20 Octobre 2009	PDU finalisé et remis à la Mairie de Kisangani	
Plans de développement communaux	Marché public attribué à l'UNIKIS	Descente dans les Communes pour collecte des informations, analyse et soumission du rapport final prévue en janvier 2010	Le processus sera appuyé par l'équipe technique de la Mairie, et UN-Habitat qui ont appuyé le PDU

Les études citées ci-dessus fournissent des informations de base pour le démarrage du projet, la définition des indicateurs de suivi, de performance et d'impact du projet. Elle contribue en plus à une meilleure connaissance des institutions, des communautés et des enjeux associés à la mise en œuvre du projet. Elles ont aussi permis dans la phase exploratoire, de définir de façon

participative les actions urgentes pour la visibilité du projet, en attendant les orientations stratégiques des PDU, PDC et PDL.

Résultat-2 : Réhabilitation des infrastructures administratives, sociales et culturelles

ITEM	Ouvrages identifiés	N° du CSC	Montant	Observations
A	Travaux urgents			
1	EP à BAFWASENDE	CSC RDC 701	65 000,00 €	Travaux en cours
2	EP à ISANGI	CSC RDC 700	60 000,00 €	Travaux en cours
3	CS à KISANGANI	CSC RDC 699	60 000,00 €	Travaux en cours
4	Marché à UBUNDU	CSC RDC 767	62 000,00 €	Attribution en cours
5	Pont à BANALIA	CSC RDC 768	48 000,00 €	
6	CS à BASOKO	--	--	
7	EP à YAHUMA	--	--	
8	Hôpital général à OPALA	--	--	En attente de la mission d'évaluation
9	Réhabilitation Min Inter	CSC RDC 727	65 000,00 €	Travaux en cours
B	Maisons communales de			
10	TSHOPO	PAIDECO 029 -2009	21 500,00 €	Travaux en cours
11	KABONDO	PAIECO 028 – 2009	19 500,00 €	Travaux en cours
12	MANGOBO	PAIECO 046 – 2009	21 947,98 €	Travaux en cours
13	LUBUNGA	PAIECO 048 – 2009	21 983,37 €	Travaux en cours
14	KISANGANI	PAIECO 047 – 2009	21 556,19 €	Travaux en cours
15	MAKISO	--	45 540,12 €	Publication en cours
16	Mairie	--	--	En cours d'écriture
C	Ministères provinciaux			
17	Plan	PAIDECO 030 - 2009	21 994,00 €	Travaux en cours
18	Travaux Publics	--	21 969,43 €	Travaux en cours
19	Agriculture	--	21 969,43 €	Publication en cours
20	Intérieur (nouvelle adresse)	PAIECO 039 – 2009	21 911,00 €	Annulé
D	Autres travaux			
21	Réhabilitation de la tribune du stade de la cité d'Ubundu	PAIECO 032 – 2009	21 000,00 €	Travaux en cours

TOTAL		620 871,53 €
-------	--	--------------

L'identification des ouvrages, les évaluations techniques, la préparation des CSC, la procédure d'attribution des marchés publics ont pris 5-6 mois de juillet à décembre 2009. Le démarrage effectif des travaux pour tous les adjudicataires n'a donc commencé qu'au mois de décembre 2009. De nouvelles stratégies visant la consolidation des CSC à soumettre à la Cellule des Marchés seront mises en œuvre en 2010 pour accélérer le processus. Mais les lois des marchés Publics Belges restent en vigueur dans le cadre de la gestion en régie.

Résultat-3 : Appui au développement local et promotion des filières agricoles

Activités	Niveau d'exécution	A Réaliser jusqu'en décembre 2009	Observations
Etude socioéconomique	Rapport finalisé	Activité terminée	RAS
Formation DEL	Effectuée à Bafwasende, Banalia, Yahuma, Basoko, Opala, Ysangi et Ubundu	Activité terminée	RAS
Identification des filières agricoles porteuses	Effectuée à Bafwasende, Banalia, Yahuma, Basoko, Opala, Ysangi et Ubundu	Activité terminée	RAS
Analyse de la filière riz	i) Marché public attribué à l'IFA Yangambi pour Kisangani ; ii) 1 CSC lancé pour Banalia, Opala et Bafwasende	Descente sur le terrain pour collecte des données, analyse et soumission du rapport final	Marché public attribué à l'IFA Yangambi pour Kisangani
Appui à l'usinage de riz à Kisangani	i) Plan d'action avec les riziers, les Mupungistes et les producteurs validés en fin Octobre 2009 par le MINAGRI ; ii) Plan d'action avec les Mupungistes validé en fin Octobre 2009 par le MINAGRI ; iii) Plan d'action avec les femmes commerçantes de riz validé en fin Octobre 2009 par le MINAGRI ; iv) Marché public sur l'analyse des IMF pour un appui financier en cours d'attribution	i) Travaux de réhabilitation physique des rizeries ; ii) Sites pour construction des structures de stockage de riz pour les Mupungistes en cours de négociation ; iii) Sites pour construction des structures de stockage et de commercialisation du riz usiné pour les femmes commerçantes en cours de négociation	Les actions d'aménagements des facilités sont en cours d'identification pour préparation de CSC et attribution des marchés publics La sélection de consultant pour l'analyse des IMF à Kisangani est en cours

Les méthodes participatives utilisées pour l'identification, la priorisation et le choix de la filière riz pour une phase pilote en 2010 a suscité beaucoup d'enthousiasme et la participation des autorités, des populations et des acteurs de la filière riz. L'Université et le MINAGRI ont activement pris le leadership du

processus sur la base de TdR approuvés et les plans d'acteurs pour 2010 ont été validés au niveau des acteurs principaux de la filière que sont : i) les producteurs ; ii) les « Mupungistes » ; iii) les usiniers/décortiqueurs ; et iv) les femmes commerçantes.

Une analyse de forces et faiblesses des IMF à Kisangani est en cours pour voir leur capacité à financer le secteur agricole, et faire les recommandations nécessaires pour renforcer leurs capacités dans ce secteur.

Résultat-4 : Valorisation des connaissances

Activités	Réalisé en septembre	A Réaliser jusqu'en décembre	Observations
Etude Audimat	Marché attribué	Descente sur le terrain pour collecte des données, analyse et soumission du rapport final	Marché attribué à l'UNIKIS et en voie de finalisation
Publication du mensuel d'information sur PAIDECO Tshopo	5 Numéros publiés	Publication des No 1, 2, 3, 4 et 5	Publication du No 6 en cours
Publication de bulletins de vulgarisation des activités du projet	6 bulletins publiés	Méthodologie de planification participative avec les partenaires	Distribués aux partenaires
Reportage sur la réhabilitation des infrastructures	7 Territoires et la Ville de Kisangani (6 Communes et le Secteur de Lubuya Bera)	Reportage par la Télévision	En cours de diffusion au niveau national/Télévision Digital
Documentaire sur la zone d'intervention de PAIDECO Tshopo	TdR en cours d'élaboration	Attribution du marché et descente sur le terrain pour premier tirage d'images et interviews avec les populations	TdR en cours de finalisation

La promotion de la communication institutionnelle permet d'informer, de sensibiliser, de rendre compte de l'évolution de la mise en œuvre du projet, de promouvoir le dialogue entre acteurs institutionnels et populations. En outre il permet la systématisation et la valorisation des connaissances sur la base des expériences acquises et de leçons apprises. Enfin à travers tous ces objectifs, la promotion de la communication institutionnelle permet de mobiliser les bailleurs de fonds, les acteurs du développement autour de la vision, de l'idéologie, des objectifs, des stratégies, du langage, des actions, des technologies et des bénéfices réalisés en faveur des bénéficiaires. Elle permet surtout de garder la mémoire institutionnelle autour d'un projet.

3.1.2 La Préparation de la troisième SMCL du projet PAIDECO TSHOPO

L'équipe s'est attelée à la préparation de la troisième SMCL du projet dès le mois de décembre. Les activités dans cadre comprennent: i) la synthèse des activités menées en 2009

dans un rapport annuel d'activités, et ii) préparation des documents à présenter par l'UGP à la SMCL pour approbation.

Tableau 3 : Composition de la SMCL

Noms, prénoms et fonctions	Statut	Structure Représentée
1. M. Crispin ATAMA, Ministre Provincial de l'Intérieur, Décentralisation, Sécurité et Justice	Président	Ministère de l'Intérieur, DSJ/PO
2. M. MONDONGA, S.G. Ministère de la Coopération Internationale et Régionale à Kinshasa	Membre	Ministère de la Coopération Internationale et Régionale/GC
3. M. Armand KASUNGU, Ministre Provincial du Plan	Membre	Ministère du plan /PO
4. Mme. Jeanne SHUWA, Ministre Provincial de l'Agriculture, et Développement Rural	Membre	Ministère de l'Agriculture/PO
5. Hon. Jean Florent PONDE LISUMA, Député Provincial	Membre	Assemblée provinciale/PO
6. M. LETA, Chef de Secteur Yawembe du Territoire d'Isangi	Membre	ETD de la Tshopo
7. M. Yvan DIONNE, Coordonateur national UNAP/RR	Membre	CTB

4 LE FONCTIONNEMENT

4.1. Les ressources humaines

Le recrutement du personnel s'est achevé au cours de l'année 2009 avec le recrutement du Conseiller chargé du développement économique local, un troisième chauffeur en juillet 2009, et un nouvel AT en remplacement du 1^{er} parti en mars 2009. L'équipe est au complet et comprend : un comptable recruté en avril 2008.

La suite des recrutements avait permis au début du mois de décembre 2008 de recruter les principaux conseillers, experts prévus dans le DTF : Expert en renforcement des capacités et Coordonnateur-adjoint du projet, Expert en planification participative (P.P.), Expert en maîtrise d'ouvrage (M.O.) et Expert en communication. Faute de candidats à la hauteur des TDR, le poste d'expert en suivi et évaluation n'a pas été pourvu par manque de candidats répondant au profil requis, mais sera bientôt finalisé en janvier 2010.

Tableau 4 : Etat des lieux des ressources humaines

Postes	Titulaire	Recrutement	(Probable) entrée en fonction
Unité de Gestion du Projet			
1. Coordonnateur/Chef de Projet AT International	Jean A. NYEMBA	Mai 2009	Mai 2009
2. Coordonnateur-Adj/ Expert en RdC*	Etienne MFULANI	Décembre 2008	Décembre 2008
Conseillers			
3. Expert DEL	Victoire KUTUKWENDA	Mai 2009	Mai 2009
4. Expert en P.P.	Godefroid ALITA	Décembre 2008	Décembre 2008
5. Expert M.O.	Michel Ilunga	Décembre 2008	Décembre 2008
6. Expert en Communication	Félicien KABASELE DISHI	Décembre 2008	Décembre 2008

7. Expert en S&E	Poste vacant	En cours	Janvier 2010
Personnel d'appui			
8. Comptable	Pitchou IYENI LONGOMBA	Avril 2008	Avril 2008
9. Logisticien	Michel ABEDI	Janvier 2009	Janvier 2009
10. Secrétaire Comptable	Mme CHOUCOU KABWA	Janvier 2009	Janvier 2009
11. Chauffeur	EKUTSHU YUSUF bin Théo	Janvier 2009	Janvier 2009
12. Chauffeur	KIZENGA YUMA	Janvier 2009	Janvier 2009
13. Chauffeur	Lambert NGASA	Juillet 2009	Juillet 2009
14. Agent d'entretien	Bibiche ALULU	Octobre 2009	Octobre 2009

**RdC : Renforcement des capacités*

Le personnel du projet se répartit en trois catégories :

1. L'Unité de gestion du projet (UGP) : elle est composée du Coordonnateur et du Coordonnateur Adjoint
2. Le pool des experts/conseillers
3. Le personnel d'appui

Le tableau 4 ci-dessus récapitule les informations sur les ressources humaines du projet PAIDECO TSHOPO au 31 décembre 2009.

4.2. Localisation et équipements du bureau du projet

A la fin de l'année 2009, le projet est toujours installé dans un bâtiment en location.

La réhabilitation du MININTER qui doit loger le projet est en cours. Le déménagement du projet dans ce bâtiment ne sera possible qu'une fois les travaux terminés.

Le bâtiment actuel loué par le projet est situé sur l'Avenue Ilunga au n° 9 dans la Commune de Makiso à Kisangani. Ce bâtiment selon les souhaits de l'UNAP avait été loué pour une durée maximale de 6 mois, en attendant que les travaux de réhabilitation et d'adaptation du bâtiment du Bureau du MININTER soient achevés. Les lois et procédures des marchés publics ont duré 6 mois de juin 2009 à novembre 2009, et les travaux proprement dits ont commencé à la mi-décembre 2009, doivent être achevés en 90 jours s'il n'y a pas d'obstacle majeur.

Les équipements du projet sont présentés au Tableau 4 ci-dessous :

Tableau 5 Equipements du projet

Désignation	P.U.(Euros)	Nbre	P.T. (Euros)
1. Communication			2 360,00
1.1. <i>Thuraya</i>	120,00	3,00	360,00
1.2. <i>GPS</i>	500,00	4,00	2 000,00
2. Véhicules			114 800,00
2.1. <i>T. Missionnaire</i>	30 800,00	3,00	92 400,00
2.2. <i>Motos</i>	2 800,00	8,00	22 400,00
3. Groupe électrogène	12 415,00	1,00	12 415,00
4. Mat. Informatique			47 760,00
4.1. <i>Ordinateurs</i>	3 200,00	7,00	22 400,00
4.2. <i>équipements</i>			18 000,00
4.3. <i>Photocopieur</i>	6 300,00	1,00	6 300,00
4.4. <i>Vidéo-projecteur</i>	530,00	2,00	1 060,00
Total			177 335,00

4.3 Analyse de la planification des activités

Pour l'année 2009, les activités du projet dans la Ville de Kisangani ont démarré effectivement avec une feuille de route de la 1^{ère} SMCL en janvier 2009. Cette feuille de route a été évaluée et actualisée lors de la 2^{ème} SMCL en juillet 2009, pour mieux consolider le démarrage des interventions dans les Territoires avec les partenaires institutionnels, de juillet en décembre 2009.

Les orientations de la 2^{ème} SMCL ont été assorties d'un plan opérationnel couvrant la période de juillet à décembre 2009, avec des indicateurs objectivement vérifiables pour chaque Résultat du projet.

Pour atteindre ces résultats un montage institutionnel à été approuvé par la SMCL et a abouti à la signature de « Conventions de collaboration avec tous les partenaires : MININTER, MINPLAN, MINAGRI, MINTPI, MINCOM, la Mairie de la Ville Kisangani, les 6 Communes de Kisangani et le Secteur de Lubuya Bera.

Les Convention de collaboration ne concernent pas des actions spécifiques. Elles matérialisent la volonté des partenaires de travailler ensemble dans un secteur donné pour atteindre les objectifs du projet. Les secteurs visés par rapport aux attributions statutaires des partenaires sont par exemple : i) la décentralisation et la gouvernance/MININTER ; ii) la maîtrise des ouvrages dans le cadre de la réhabilitation et de la construction des infrastructures/MINTPI ; iii) le développement économique local et la restructuration du monde rural/MINAGRI ; iv) la planification du développement provincial/MINPLAN ; et v) la promotion de la communication institutionnelles/MINCOM.

Les conventions spécifiques quant à elles sont signées par rapport aux activités retenues dans le cadre de plans d'actions validées et de l'expertise identifiée. Elles sont renouvelées régulièrement compte tenu des besoins de mise en œuvre du projet et du chronogramme arrêté.

Bilan financier des activités planifiées et réalisées 2009							
A	Activités	Montant Total alloué	Planification 2009	Réalisation 2009	% de Réalisation	Ecart	Reste à consommer
		7 113 000,00	279 500,00	197 438,80	71%	82 061,20	6 903 711,65
A_01	Renforcement des capacités	1 275 600,00	125 000,00	68 067,25	54%	56 932,75	1 200 327,57
A_01_01	Appui à la structure	835 600,00	80 000,00	50 764,37	63%	29 235,63	777 646,23
A_01_02	Appui aux plans	440 000,00	45 000,00	17 302,88	38%	27 697,12	422 681,34
A_02	Appui aux infrastructures	2 045 000,00	87 000,00	91 160,68	105%	-4 160,68	1 953 839,32
A_02_01	Infrastructures administratives	570 000,00	29 000,00	10 825,85	37%	18 174,15	559 174,15
A_02_02	Infrastructures sociales	1 350 000,00	27 000,00	61 702,90	229%	-34 702,90	1 288 297,10
A_02_03	Infrastructures culturelles	125 000,00	31 000,00	18 631,93	60%	12 368,07	106 368,07
A_03	Développement économique local	3 465 000,00	42 000,00	18 980,32	45%	3 465 000,00	3 444 019,68
A_03_01	Pour 7 Territoire	2 100 000,00	22 000,00	7 686,16	35%	2 100 000,00	2 092 313,84
A_03_02	Pour l'ensemble du district	1 365 000,00	20 000,00	11 294,16	56%	1 365 000,00	1 351 705,84
A_04	Gestion des connaissances	327 400,00	25 500,00	19 230,55	75%	327 400,00	305 525,08
A_04_01	Systématisation	85 000,00	7 000,00	2 814,86	40%	85 000,00	82 185,14
A_04_02	Diffusion et communication	59 400,00	17 000,00	14 797,28	87%	59 400,00	44 599,56
A_04_03	Echange et formation	63 000,00	1 500,00	1 618,41	108%	63 000,00	61 381,59
A_04_04	Appui spécialisée	120 000,00	0,00	0,00	0%	120 000,00	117 358,79

Les réalisations en 2009 ont connu une accélération vers la fin de l'année avec le démarrage des activités de construction des infrastructures, qui a entraîné le déblocage des premières tranches des budgets requis par les entreprises sélectionnées. La tendance sera encore plus prononcée en 2010.

4.4. Bilan des finances

4.4.1 Aperçu des dépenses par rapport au planning financier

Tableau 5 : Aperçu global des dépenses 2008

Résultats	Prévu	Réalisé	%R/P
R.1	125 000,00	68 067,25	54%
R.2	87 000,00	91 160,68	105%
R.3	42 000,00	18 980,32	45%
R.4	25 500,00	19 230,55	75%
TOTAL	279 500,00	197 438,80	71%

4.4.2 Analyse du planning financier

Le résultat 1, le budget prévu est utilisé pour le montage institutionnel du projet. Ce montage consiste à appuyer les institutions pour les rendre capables de mener leurs missions de développement. Cet appui commence normalement par un diagnostic institutionnel et organisationnel (DIO) de l'institution même. Cet exercice doit être suivi de l'élaboration d'un plan de renforcement des capacités dans les domaines où le diagnostic aura révélé des faiblesses et donc des besoins en renforcement des capacités.

Le renforcement des capacités qui commence par ce DIO est par conséquent la porte d'entrée du projet auprès des institutions. Il ouvre la voie à l'élaboration le cas échéant d'un plan de développement local lorsqu'il s'agit des entités territoriales décentralisées/ETD. Ces entités n'étant pas encore mises en place, ce sont les administrations territoriales, les Secteurs et Chefferies qui sont appuyés pour le renforcement des capacités et l'élaboration des plans de développement locaux.

Pour le résultat 2, le budget prévu est absorbé en grande partie par les travaux de réhabilitation 'appui à la réhabilitation et la construction des infrastructures administratives, sociales et culturelles dans les Communes et les Territoires. Ces infrastructures sont identifiées lors des diagnostics participatifs qui orientent l'élaboration des PDU, PDC et PDL.

Les travaux réhabilitation et de construction de certaines infrastructures dans le cadre des actions d'urgence sont prévus à la fois pour répondre à des besoins immédiats de remise en route des infrastructures communautaires, et de visibilité du projet auprès des populations pendant la phase de démarrage du projet (diagnostics, planifications etc.). Le budget du Résultat-1 couvre ces actions d'urgence dans le cadre du renforcement des capacités institutionnelles. Les interventions dans le cadre des actions d'urgence sont prévues pour ne pas durer longtemps et ne pas consommer un grand montant budgétaire. Les autres infrastructures sont identifiées lors de l'élaboration des PDU, PDC et PDL.

Les Résultats 3 et 4 sont partiellement dépendants des autres résultats, notamment du résultat 1 dans le cadre de la restructuration du monde rural. La communication pour le développement local et communautaire détermine l'impact de la diffusion et de l'adoption des

idées nouvelles, la mobilisation des populations pour les activités de production, et le renforcement des capacités des acteurs dans les filières agricoles. Les équipes de travail mises en place à partir des Tables Thématiques du CEPOD (déjà constituées au démarrage du projet) au niveau provincial et territorial/CARG par le MINAGRI ont beaucoup contribué à ce niveau. En fait, le DIO précède l'élaboration des plans de développement locaux qui à leur tour offrent le cadre d'intervention du projet en appui au développement économique, social et culturel local. Il convient donc de préciser que les Résultats 3 et 4 procèdent aussi à un travail spécifique de diagnostic en élargissant la participation à cet exercice à toutes les couches sociales pour consolider l'approche institutionnelle du Résultat-1. C'est pourquoi, les activités en rapport avec le résultat 3 viennent en complément à celles prévues au résultat 1. Pour le résultat 4, il s'agit de capitaliser et de gérer les connaissances et les expériences découlant de la mise en œuvre des activités des résultats 1, 2 et 3. L'appui à l'UNAP est déterminant à cet égard.

Au cours de l'année 2009, le projet a procédé à la sensibilisation et à l'appui du MINAGRI et aux administrations territoriales pour l'identification des filières porteuses et stratégiques, non seulement pour les Territoires mais aussi pour tout le District de la Tshopo.

En utilisant des approches participatives, la filière riz a été choisie pour une phase pilote en 2010. L'expérience acquise avec la filière riz permettra de développer et de focaliser les stratégies d'appui aux autres filières (pêche, manioc, et huile de palme).

5 SUIVI DES INDICATEURS

5.1 Objectif spécifique

Dans le respect des principes de bonne gouvernance préconisés par le programme du Gouvernement engager une dynamique de développement à l'échelle des territoires de la Tshopo.

5.2 Résultats

Quatre résultats ont été dégagés comme devant contribuer tous ensemble à l'atteinte de l'objectif spécifique du projet.

Tableau : les 4 résultats du projet

Résultat 1 : Le renforcement des capacités institutionnelles des entités administratives publiques et des organisations de la société civile, tant au niveau provincial que local en vue d'améliorer la bonne gouvernance, de préparer et mettre en œuvre la décentralisation.
Résultat 2 : La réhabilitation et ou la construction d'infrastructures administratives, sociales et culturelles sur les 7 territoires de la Tshopo et la ville de Kisangani.
Résultat 3 : Appui au développement économique local de la future province de la Tshopo, à travers l'appui aux filières agricoles de production, de transformation et de commercialisation.
Résultat 4 : La gestion des connaissances générées par le projet et nécessaires pour la bonne marche de celui-ci.

5.3 Évolution des indicateurs

C'est au cours du 2^{ème} semestre de l'année 2009 que les indicateurs ont été définis pour chaque résultat et pour chaque activité. Dans la phase actuelle, qui est une phase de démarrage des activités sur le terrain, beaucoup d'indicateurs de performance ne peuvent pas encore être mesurés (taux de fréquentation des structures ciblées, après réhabilitation des infrastructures, niveau de satisfaction exprimée par la population, etc.).

Le plan d'action avec indicateurs approuvé par la 2^{ème} SMCL est présenté dans le tableau ci-dessous :

PLANIFICATION DES ACTIVITES JUILLET- DECEMBRE 2009 PAIDECO TSHOPO			
CODE DTF	ACTIVITES		Indicateurs objectivement vérifiables/IOV
A		Dans le respect des principes de bonne gouvernance engager une dynamique de développement à l'échelle des territoires de la Tshopo	
A /		R1. Renforcement des capacités institutionnelles	
A 1 1		Appui à la revue et restitution du PDU: Mairie de la Ville de Kisangani	PDU revisité, restitué et finalisé (Réalisation=100%, PDU finalisé et remis à la Mairie de Kisangani)
		Appui à la réhabilitation du bâtiment du MININTER et MINAGRI	Le Bâtiment du MININTER est réhabilité, le MP pour MINAGRI est lancé (R=20%, travaux en cours pour le MININTER et CSC en voie de publication pour le MINAGRI)
		Appui à l'aménagement du MINTPI	Bâtiment du MINTPI est aménagé (Réalisation20%, travaux en cours)
		Appui a l'aménagement du MINPLAN	Bâtiment du MINPLAN est aménagé (Réalisation=65%)
		Appui à l'analyse institutionnelle et au renforcement des capacités des partenaires provinciaux: (MININTER, MINAGRI, MINIPLAN, MINTPI, MININFO)	Analyse institutionnelle finalisée au MININTER, MINAGRI, MINTPI, MINPLAN et MIN-INFO (Réalisation=100% pour les ministères partenaires cités ci-dessus)
		Mise en place et appui à 2 équipes de travail du Gouvernement Provincial chargées d'appuyer le développement local et projets (équipes de travail issues des Groupes Thématiques du CEPOD)	Le Protocole de collaboration entre PAIDECO et les 2 équipes de travail est signé (Réalisation=100% pour 5 équipes au niveau des institutions partenaires, les 6 Communes de la Ville de Kisangani et le Secteur de Lubuya Bera)
		Appui au renforcement des administrations locales dans le cadre de la mise en place des gouvernements locaux (2 ETD) : Analyse Institutionnelle et Plan de Renforcement des Capacités.	Analyses institutionnelles finalisées dans ETD au niveau de la Ville de Kisangani et 2 Territoires (Réalisation=50% pour les analyses dans les institutions provinciales partenaires et l'approbation des plans de développement des capacités)
A 1 2		Plans de développement des partenaires/bénéficiaires: Diagnostics participatifs dans 6 Communes de Kisangani et la Collectivité de Lubuya Bera et plans de développement finalisés dans 2 Communes.	Plans de développement finalisés dans 7 ETD au niveau de la Ville de Kisangani et 2 Territoires (Réalisation=25% pour les PDC et PDL à Kisangani et les 7 Territoires de la Tshopo)

A	2		R2. Appui aux infrastructures administratives, sociales et culturelles	
A	2	1	Infrastructures administratives	
			Appui à la réhabilitation des infrastructures administratives pour les futures ETD: 2 Territoires (Bafwasende et Ysangi)	2 des futures ETD disposent d'infrastructures administratives réhabilitées; le MININTER dispose d'un bâtiment réhabilité (Réalisation=10% pour 2/7 Territoires)
			Appui pour la réhabilitation des infrastructures administratives des 6 communes de Kisangani: 2 bâtiments communaux (Kabondo et Tshopo)	2 communes disposent d'infrastructures administratives réhabilitées (Réalisation=10% pour 2/6 Communes)
A	2	2	Infrastructures sociales	
			Ouvrages urgents réhabilités et/ou construits: 1 CS à Ngene-Ngene, 1 CS à Bafwasende, 1 EP à Yangambi, 1 EP à Ubundu	3 ouvrages sont réhabilités et/ou construits (Réalisation=75% pour 3/4 structures)
			Appui à la réhabilitation et/ou construction des infrastructures sociales dans les 6 communes de Kisangani: 1 CS à Ngene-Ngene	1 infrastructure sociale construite et/ou réhabilitée dans les 6 Communes de Kisangani (Réalisation=1 à Ngene-Ngene)
			Appui à la réhabilitation et/ou la construction des infrastructures sociales dans 60 ETD rurales (60 X 16,750 €/CU): 1 EP à Bafwasende, 1 EP à Ysangi, 1 marché à Ubundu, 1 pont à Banalia	2 infrastructures sociales construites et /ou réhabilitées dans les ETD (Réalisation=50% pour Bafwasende et Ysangi)
A	2	3	Infrastructures culturelles	
			Pour la ville de Kisangani: 1 stade de basket-ball; 2 stades de football	2 infrastructures culturelles construites et/ou réhabilitées dans les 6 Communes de Kisangani (Réalisation=0% mais évaluation technique en cours pour Kisangani)
			Pour les sept territoires du district: 1 stade de football à Ubundu, 1 stade de football à Ysangi	2 infrastructures culturelles sont construites et/ou réhabilitées à l'échelle de sept territoires de la Tshopo (Réalisation=50% pour Ubundu)
A	3		R3. Développement économique local	
A	3	1	Projets de développement pour les sept territoires du district	2 Projets de développement économique identifiés et 1 financé et mis en œuvre (Réalisation=25% dans le cadre de la promotion des filières agricole pour Bafwasende, Banalia, et Opala)
			Projets de développement pour la ville de Kisangani dans son ensemble (incluant les 6 communes)	2 Projets de développement économique identifiés, 1 financé et mis en œuvre à l'échelle de la ville et de six communes de Kisangani (Réalisation=25% dans le cadre de la promotion des filières agricoles à Kisangani, les 6 Communes et le Secteur de Lubuya Bera)
A	3	2	Projets de développement pour des projets d'intérêt de l'ensemble des territoires du district	1 Projet d'intérêt identifié, à l'échelle du District de la Tshopo (Réalisation=25% dans la cadre de l'appui à la promotion de la filière riz pour tous les 7 territoires de la Tshopo)

A	4		R4. La gestion des connaissances pour le projet et générées par celui-ci est assurée	
A	4	1	Systématisation et publication: 1 publication /mois sur les activités de PAIDECO Tshopo	(Réalisation=100%, 5 Publications locales sur les activités de PAIDECO sont disponibles et diffusés depuis Août 2009)
A	4	2	Diffusion et communication pour le développement: TdR et choix d'une équipe de Consultants pour le documentaire sur la zone d'intervention de PAIDECO	Un documentaire est finalisé et diffusé sur la zone d'intervention, 1 radio communautaire est financée et fonctionne (Réalisation=TdR en cours d'élaboration)
A	4	3	Echanges et formations: 2 voyages d'échanges	2 Echanges d'expériences et de compétences de paysan à paysan sont organisées le projet (Réalisation=0% mais 1 ^{ère} sortie prévue en Février 2009 pour les producteurs et certains acteurs de la filière au Bénin).
A	4	4	Appui spécialisé: Accompagnement technique pour 1 filière choisie: publicité, visibilité, fiches techniques	(Réalisation=100%, 3 filières identifiées dans les 6 Communes sont consolidées (stratégies de production, conditionnement, commercialisation)
A	4	5	Unité d'appui PAIDECO	

6 APPRECIATION DES CRITERES DE SUIVI

6.1 Efficience

La capacité du projet à répondre aux besoins et préoccupations des partenaires institutionnels pour la mise en œuvre des activités a été au centre des réflexions, des stratégies et des plans d'action du projet. Les activités ont été menées conformément aux procédures en vigueur pour s'assurer que les coûts restent à des niveaux acceptables, surtout pour ce qui est de l'attribution des marchés publics.

Les approches pour s'assurer de l'efficience des actions ont été participatives et focalisées sur le renforcement des capacités institutionnelles, et des principes de gouvernance (transparence, équité) sur plusieurs aspects stratégiques :

- i) Réhabilitation des infrastructures pour créer des conditions de travail acceptables pour les agents des structures de l'administration publique (Résultat-1 et Résultat-2) ;
- ii) Formalisation des partenariats avec les institutions de l'administration publiques à travers la signature de Conventions de collaboration avec tous les Ministères partenaires, les Universités et les Communes, et mise en place d'équipes de travail issus des groupes Thématiques du CEPOD, et bénéficiant de Conventions spécifiques pour les actions sur le terrain (Résultat-1, Résultat-2, Résultat-3 et Résultat-4) ;
- iii) Diagnostics participatifs dans les Communes et les 7 Territoires de la Tshopo comme base de collecte des informations et de priorisation des axes de développement local avec les différents acteurs sociaux, pour l'élaboration des PDC et PDL (Résultats-1 et Résultats-3) ;
- iv) Identification des filières agricoles porteuses dans les 6 Commune de Kisangani, le Secteur de Lubuya Bera et les 7 Territoires de la Tshopo, en collaboration avec le MINAGRI, les administrations locales et les populations, et le choix de la filière riz pour le démarrage d'une phase pilote en 2010 ;

6.2 Efficacité

Le projet a renforcé la capacité d'exécution et de gestion du projet à travers :

- i) La transparence et l'équité dans l'attribution des marchés publics, conformément aux exigences de la loi belge, qui régit ces processus pour toute situation de gestion en régie ;
- ii) La mise en cohérence, l'adaptation et l'appropriation des outils méthodologiques pour la mise en place des groupes de travail issus des Groupes Thématiques du CEPOD ;
- iii) La mise en œuvre de la méthodologie pour la conduite des études Monographique, Socioéconomique, l'Analyse institutionnelle et l'Elaboration des PDC et PDL s'est faite avec l'UNAP et les partenaires sur le terrain ;
- iv) L'élaboration avec l'appui de l'UNAP, du Plan d'investissement de 2010 en relevant les risques et en proposant les stratégies de mitigation dans un environnement aussi difficile et sensible que la zone d'intervention du projet ;
- v) Le renforcement de la capacité de l'équipe à gérer les procédures d'attribution des marchés publics avec la cellule des Marchés Publics ;
- vi) Le renforcement des capacités des partenaires à travers des formations ciblées sur les besoins identifiés :
 - Capacités d'identification et de priorisation des besoins par des approches participatives ;
 - Capacités de planification participatives avec les populations et les partenaires du développement ;
 - Capacités d'exécution et de suivi/évaluation des activités.

6.3 Durabilité

Les activités du projet s'inscrivent dans le contexte de l'appui au processus de décentralisation initié par le Gouvernement de la RDC après les élections de 2006. Dans ce contexte le projet s'est donné pour objectif la mise en place d'un cadre institutionnel pour appuyer les futures ETD.

Les actions du projet à travers ses plans d'investissements permettent d'anticiper un certains nombre de résultats visibles, mesurables et durables pour les bénéficiaires directs et indirects du projet à savoir :

- i. L'amélioration des conditions de travail des agents de l'administration publique au niveau provincial, dans les Communes et au niveau des sept Territoires ;
- ii. L'augmentation des recettes communales ;

- iii. Des plans de développement qui reflètent la vision des populations et des administrations locales ;
- iv. L'amélioration des conditions d'instructions et d'éducation des enfants dans les écoles primaires réhabilitées ;
- v. Des associations locales et acteurs des filières agricoles mieux organisés et en mesure de défendre leurs intérêts, avec une meilleure maîtrise de leurs activités.

Le niveau d'appropriation ne sera appréhendé que lorsque les plans de renforcement des capacités seront mis en œuvre. Mais au stade, actuel, la participation des institutions de l'administration publique, et le soutien accordé à la mise en œuvre du projet sont suffisamment élevés. Les ETD ne sont pas encore mises en place, la stabilité des acteurs de l'administration publique n'est pas évidente, il est de ce fait difficile d'anticiper ce qui peut se passer s'agissant de l'appropriation et de la durabilité des actions entreprises. Les risques sont nombreux :

- i. Les délais d'exécution des marchés publics : le problème majeur est celui du démarrage des travaux par les petites entreprises locales faute de liquidités (la loi belge sur les marchés publics n'autorise pas d'avance aux entrepreneurs pour le démarrage des travaux) ;
- ii. La disponibilité des matériaux de construction sur les sites : les matériaux ne sont pas disponibles ; les matériaux locaux sont rares sur la plupart des sites (sable, gravier et moellons) ;
- iii. L'enclavement : le déplacement des équipes est difficile compte tenu de l'état de délabrement des routes et des ponts ;

7 MESURES ET RECOMMANDATIONS

7.1 Synthèse des critères d'appréciation

Au cours de l'année 2009, le projet a mis en place des mécanismes pour renforcer la capacité de l'équipe et des partenaires pour une gestion et une mise en œuvre « efficiente, efficace pour un impact durable des activités menées. Les points d'ancrage de ce processus ont été :

- i. Une meilleure capacité de dialogue et de concertation avec les partenaires institutionnels ;
- ii. Une meilleure capacité de communication sur les activités du projet ;
- iii. Des descentes régulières sur le terrain ;
- iv. Une meilleure coordination avec l'UNAP ;
- v. L'adaptation et l'appropriation des outils méthodologiques ;
- vi. Des échanges soutenus avec les autres projets en vue de l'harmonisation des approches et stratégies de mise en œuvre des activités ;
- vii. Une meilleure coordination avec le PFMT pour la maîtrise des outils et procédures de gestion financière ;

- viii. Une meilleure coordination avec la CellMP pour la maîtrise des procédures des MP conformément à la loi belge ;
- ix. Des actions visibles.

7.2 Recommandations

La pérennité des actions du projet dépend du niveau de maîtrise des risques identifiés plus haut à savoir :

- i. Le long délai d'exécution des « marchés publics » ;
- ii. La disponibilité des matériaux de construction sur les sites où sont exécutés les travaux ;
- iii. La « maîtrise et le suivi des ouvrages » ;
- iv. L'efficacité de l'équipe du projet ;
- v. Les délais d'attribution des « marchés publics » ; et
- vi. L'insécurité.

L'analyse des risques mentionnés ci-dessus permet d'envisager les dispositions pratiques permettant de les réduire à partir d'une analyse succincte des problèmes.

i. Pour le délai d'exécution, le problème majeur est :

- o le problème majeur est celui du démarrage des travaux faute de liquidités (la loi belge sur les marchés publics n'autorise pas d'avance aux entrepreneurs pour le démarrage des travaux) ;

ii. Pour la disponibilité des matériaux de construction sur les sites :

- o l'indisponibilité des matériaux de construction importés sur les sites où se déroulent les travaux (ciment, tôles, aciers) ;
- o la rareté des matériaux locaux sur la plupart des sites (moellons, sable, briques cuites) ;
- o la main d'œuvre locale pas toujours à la hauteur ;
- o la nécessité d'accroître le temps d'exécution des travaux dans les zones enclavées (Yahuma, Basoko, Opala, Ubundu) ;

Propositions de solutions :

- o le CSC doit prévoir la possibilité pour la CTB de fournir les matériaux/site pour les zones enclavées ; dans ce cadre prévoir un CSC pour la fourniture des matériaux de construction et un CSC pour leur acheminement sur les sites ;
- o accroître le temps d'exécution des travaux pour les zones enclavées ;
- o inclure une variante dans le CSC en relation avec l'utilisation des matériaux locaux ;
- o mettre en place des subventions pour de petites entreprises de production de matériaux locaux

iii. Pour l'enclavement, les grandes difficultés sont:

- o le déplacement des équipes est difficile compte tenu de l'état de dégradation et de délabrement des routes et des ponts ;
- o les missions dans les sites et zones éloignées sont sporadiques et rendent le suivi des opérations aléatoire ;
- o la voie fluviale n'est pas exploitée, elle peut faciliter les visites dans des zones enclavées comme Basoko, Yahuma, Ubundu et Opala;

Propositions de solutions :

- o l'acquisition de 2 baleinières à moteur, dans le cadre du renforcement des capacités des institutions partenaires, pour faciliter les missions dans les zones éloignées et enclavées et le transport des équipements (motos, carburant, etc.);
- o la réhabilitation et l'équipement d'un bureau relais à Isangi pour appuyer les missions dans les zones éloignées et difficilement accessibles telles : Basoko, Yahuma Ubundu et Opala.

- iv. **Pour la maîtrise des ouvrages, les problèmes majeurs sont :**
- l'effectif réduit du personnel du projet pour un bon suivi de la réalisation des ouvrages;
 - la non implication des partenaires ;
 - l'insuffisance du personnel d'appui au suivi des activités du projet

Propositions de solutions :

- impliquer les DPO ;
- en cas de besoin, engager du personnel dans les MINTPI et répercuter les coûts sur le projet ;
- implique des experts externes indépendants ou à défaut, un bureau d'études pour le suivi et évaluation de la réalisation des ouvrages ;
- contracter une 2^{ème} personne pour la maîtrise des ouvrages, qui ne s'occupera que du renforcement des capacités/formations au niveau MINTPI ;
- formation des Conseillers dans les « marchés publics » ;
- inviter les entreprises locales à soumettre leur CV, faire un « shortlist » et négocier la procédure de passation des « marchés publics » avec la Cellule des « marchés publics » dans le cadre des PNSP, pour anticiper sur les « marchés publics » par rapport à la proposition de plan d'investissement de 2010.

- v. **Pour la sécurité, les problèmes majeurs comprennent :**

- le manque d'une procédure adaptée par rapport à la zone d'intervention ;
- les risques d'accident sur moto sont permanents compte tenu de l'état dégradation et de délabrement des routes.

Propositions de solutions :

- revoir les trousse de 1ers soins et organiser une petite formation en secourisme ;
- acquérir des équipements contre les accidents en moto et des KIT d'urgence pour les zones éloignées et enclaves telles : Yahuma, Basoko, Ubundu et Opala;
- établir des contacts avec OCHA pour être informé sur la situation de la sécurité dans la Province Orientale et la zone d'intervention spécifiquement;
- acquérir 2-3 téléphones satellitaires pour des missions à Yahuma, Basoko, Ubundu et Opala ;
- concevoir un plan d'évacuation en cas d'urgence (voir avec la MONUC et OCHA).

Les choses qui ne vont pas changer dans l'immédiat :

- i. Retard dans la mise en œuvre de la décentralisation, et centralisation du pouvoir de décision par l'administration provinciale au détriment des Territoires et futures ETD pour des raisons d'équilibre politique ;
- ii. Toujours pas d'action décisive pour renforcer la transparence dans la gestion administrative et financière pour des raisons d'équilibre politique;
- iii. Toujours pas de solution au problème de la corruption et de l'impunité faute d'amélioration des salaires, l'éloignement de l'administration centrale, et l'ignorance des instruments de suivi de la décentralisation fiscale et administrative.

8 NOUVEAU PLANNING (ANNEE N1+1)

8.1 Planning des activités de l'année N1+1

Le plan opérationnel 2010 est à l'étude auprès de l'UNAP.

8.2 Planning financier de l'année N1+1

Le draft a été transmis au PM pour avis. La version finale sera disponible après son feedback

9 CONCLUSIONS

9.1 Activités et Finances

En 2009, le taux d'exécution budgétaire (71%) par rapport aux prévisions s'est nettement amélioré par rapport à 2008 la phase de démarrage du projet (3%). Les partenaires sont mieux sensibiliser et leur participation est sans cesse en hausse.

Sur le plan programmatique, les activités sont menées dans les territoires ciblés, malgré les difficultés d'accès et la capacité limitée de l'équipe opérationnelle. Les partenaires institutionnels (MININTER, MINAGRI, MINPLAN, MINTPI, MINCOM) ont tout le temps, et dans des conditions très difficiles accompagné toutes les descentes sur le terrain pour besoin de mobilisation, d'information et de sensibilisation des autorités locales et des populations.

L'UNAP a merveilleusement joué son rôle d'appui et de renforcement des capacités de l'équipe. Le PFMT et la CellMP ont renforcé la capacité de l'équipe dans la maîtrise des procédures de gestion financière et des marchés publics.

Avec l'appui de l'UNAP, le plan d'investissement de 2010 a été élaboré et il est en cours de révision et de finalisation.

Une quinzaine de marchés publics sont attribués. Leur attribution a été faite aux petites entreprises locales sur une base compétitive.

9.2 Critères de suivi

9.2.1 Efficience

- i. Performance améliorée des institutions partenaires ciblées par le projet par rapport à la capacité à rendre service ;
- ii. Meilleure capacité de gestion des ressources humaines et financières

9.2.2 Efficacité

- i. Activités sont menées conformément aux plans d'actions et aux priorités
- ii. Meilleure capacité d'absorption du budget

9.2.3 Durabilité

- i. Participation active des partenaires institutionnels ;
- ii. Impact visible auprès des populations

9.3 Avis de la SMCL sur les recommandations

9.3.1 Recommandations relatives au planning des activités

9.3.2 Recommandations relatives au planning financier

9.3.3 Recommandations relatives au Cadre logique

9.3.4 Autres recommandations

